

Poursuivre inlassablement notre double besoin syndicale

Le syndicalisme a une responsabilité particulière en cette période où graves difficultés sociales, urgences écologiques et guerres se multiplient : hausse de l'inflation et stagnation des salaires, événements climatiques extrêmes plus fréquents et intenses dans le monde – et désormais aussi sur le territoire français –, nombreux pays en proie à la guerre et à son cortège d'horreurs et de souffrances et une situation politique française de plus en plus nauséabonde. Lutter pour plus de justice et d'égalité sociale et climatique, c'est à dire pour un avenir désirable pour toutes et tous, reste la seule voie pour un apaisement des conflits. La double besoin syndicale reste donc pleinement d'actualité et il nous appartient de la continuer obstinément, car elle est porteuse d'espoir.

L'action au quotidien pour la satisfaction des revendications immédiates des travailleur·euses n'est pas simple à mener en cette période dans notre pays. La puissante mobilisation contre la réforme des retraites du début 2023 qui n'a pas réussi à la mettre en échec a laissé des traces. Les salarié·es subissent pourtant toujours les effets de l'inflation qui persiste, et **la question salariale reste centrale, tout particulièrement dans le secteur public**, où le gouvernement considère que les quelques miettes distribuées en 2023 (et les 5 points d'indice supplémentaires de 2024) suffiront bien pour solde de tout compte, y compris en 2024. La mobilisation du 13 octobre n'était pas à la hauteur des enjeux, malgré un appel de l'intersyndicale au grand complet. Peut-être que le flou des modalités d'action et de trop nombreux mots d'ordre, malgré leur pertinence, en sont aussi en partie responsables. Cette journée a eu néanmoins le mérite de mettre en lumière dans le débat public les questions sociales, dans une période où tout concourt dans l'actualité à les rendre invisibles.

Il ne faut donc pas céder au découragement, et continuer à **faire campagne sur les questions salariales, mais aussi de précarité, d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, de dignité professionnelle et de conditions de travail, pour recréer les conditions d'un rapport de force suffisant pour obtenir des victoires**. L'exemple des mobilisations salariales victorieuses récentes, notamment dans le secteur automobile et du cinéma, aux USA (y compris sur les demandes de

créations d'emploi), mais aussi au Bangladesh avec la lutte des ouvrières du textile, alors que le droit syndical y est très restreint par une législation contraignante, est à étudier de près, pour voir les enseignements à en tirer et transposables dans le contexte français.

Il semble en tout cas incontournable pour la FSU de mener rapidement une forte campagne sur les salaires dans la Fonction publique, et sur la précarité, outil majeur de baisse des coûts du travail, que le gouvernement vise à renforcer. **Cette campagne serait à décliner par chaque syndicat national en fonction des spécificités de son champ d'intervention**. Il faut faire parler concrètement de l'insuffisance des salaires dans la FP, via des exemples de rémunération et de reste à vivre très réduit en raison de l'augmentation des prix des logements, de l'énergie, des transports, etc., pour faire réagir les collègues, mais aussi l'opinion publique. Une telle campagne est également l'occasion de **mettre en lumière l'utilité des services publics et de leurs agent·es, l'absence de reconnaissance salariale de cette utilité, et des dangers du nouveau projet de loi annoncé par Guérini visant les statuts des agent·es et donc la dégradation des services publics qui en découle**. L'occasion de construire une mobilisation et de proposer des actions progressivement de plus en plus dures. Il faudra évidemment réfléchir à un moment à l'élargissement au niveau intersyndical pour augmenter le rapport de force.

Le travail sur le long terme pour la transformation de la société est également une tâche à mener au quotidien pour travailler les consciences dans cette période troublée où les repères se brouillent, ouvrant des perspectives aux idéologies réactionnaires et racistes et aux extrémismes religieux, attisant les conflits.

Bien que des conflits majeurs perdurent, comme la guerre en Ukraine ou au Yemen, ou que d'autres conflits terribles et massivement meurtriers se réveillent, comme au Soudan (liste hélas non exhaustive), le contexte international est largement dominé par le conflit israélo-palestinien, entré dans une nouvelle et effroyable phase. Alors que la colonisation et la violence contre les Palestinien·nes allaient croissant depuis des mois, l'expédition meurtrière du Hamas, le 7 octobre dernier, a provoqué sidération et remilitarisation totale du conflit. Les massacres atroces perpétrés sur des civil·es, avec environ 1 200 mort·es, dont de nombreux enfants, et les prises d'otages ont entraîné en réponse une guerre totale menée par le gouvernement de Netanyahu. Cela malgré l'asymétrie des forces belligérantes et l'absence totale de possibilité de fuir les combats et les bombardements pour les civil·es de Gaza, au mépris total des règles internationales qui régissent les conflits armés.

Les conséquences sont dévastatrices : un million et demi de déplacé·es sur une population d'un peu plus de 2 millions et plus de 12 000 morts à ce jour, essentiellement des civil·es, dont plus d'un tiers d'enfants. Ces opérations militaires accompagnées d'un blocus total ont des conséquences humanitaires dramatiques, mais peu documentées, du fait de l'impossibilité pour les journalistes étranger·es d'entrer sur le territoire, ainsi que pour les journalistes de Gaza, aussi victimes des bombardements, d'exercer leur travail. De nombreuses voix s'élèvent au niveau international (ONU, CPI, ONG, gouvernements, syndicats, citoyen·nes...) pour dénoncer ces crimes de guerres et les atrocités commises à Gaza, mais aussi en Cisjordanie, et le désastre humanitaire en cours qui s'apparente à un nettoyage ethnique sous couvert de lutte contre le terrorisme.

Le soutien initial dont a bénéficié le gouvernement israélien par une partie de la communauté internationale semble se réduire progressivement, au vu du bilan abominable de cette guerre et suite à la multiplication et l'importance des manifestations en faveur du cessez le feu. Cependant les prises de positions du bout des lèvres des chefs d'état occidentaux en faveur d'une « trêve humanitaire » ne sont pas à la hauteur de l'urgence d'un véritable cessez-le-feu pour la population civile prise au piège mais aussi pour le Proche Orient. Ce conflit comporte un risque fort d'extension à l'échelle régionale et fait peser plus largement une lourde menace pour la paix et la sécurité internationales. Seule une paix juste,

garantissant les droits des Palestinien·nes, peut garantir la sécurité des Israélien·es sur le long terme. Il est donc important, pour notre syndicalisme de transformation sociale, d'**agir pour la paix juste et durable en Palestine et de peser le plus unitairement possible pour un cessez-le feu immédiat, mais aussi pour le refus de tout amalgame entre critique du gouvernement israélien et antisémitisme.**

Or cet amalgame est intentionnellement fait par une bonne partie du monde politique en France, sur fond de climat islamophobe, pour étouffer les voix qui s'élèvent contre le soutien du gouvernement à la politique de Netanyahu et pour défendre les droits des Palestinien·nes. Le gouvernement l'utilise pour discréditer toute critique de ses politiques menées en France venant de celles et ceux ainsi accusé·es d'antisémitisme. Le RN, mû par l'islamophobie qui fait son fonds de commerce, en profite pour redorer son blason, en se prétendant désormais grand défenseur des Juifs·ves, alors que ses rangs comptent de nombreux antisémites notoires et que sa proximité avec la mouvance de l'extrême droite antisémite demeure. Il est aidé en cela par le gouvernement, qui participe de sa normalisation, avec l'acmé de la manifestation confusionniste du 12 novembre, pour mieux diaboliser la gauche et ainsi neutraliser sa seule opposition réelle.

Néanmoins **le conflit au Proche-orient fait également peser un risque accru pour les Juifs et Juives de tous les pays du monde**, comme le montre la montée inquiétante des actes antisémites observée dans de nombreux pays depuis la mi-octobre. Mais l'antisémitisme est un phénomène plus ancien et plus vaste, il ne se résume pas aux agissements observés dans la période. **D'où l'importance de la lutte contre l'antisémitisme et tous les racismes en France.**

Les vents mauvais soufflent fort à nouveau dans notre pays...

Le projet de loi immigration en est une illustration : droite et extrême droite ont considérablement durci le texte au Sénat, sous le regard bienveillant d'un Darmanin jetant par ailleurs depuis plusieurs mois de l'huile sur le feu à la louche contre les immigré·es dans les médias et les réseaux sociaux. La deuxième lecture à l'Assemblée nationale n'assure en rien que toutes les dispositions motivées par une xénophobie et un racisme décomplexés seront retirées. Proposition de suppression de l'AME, adoption de quotas migratoires tous les 3 ans, refus de traiter la régularisation des salarié·es sans papiers exploité·es par les grandes entreprises, annonces déléteres sur l'accueil des migrant·es dont le rétablissement du délit de séjour irrégulier (pourtant aboli en 2012) et la remise systématique d'OQTF aux débouté·es de l'asile avant tout recours : les mesures ne manquent pas. Le gouvernement s'acharne contre les personnes en situation

régulière (conditionnement à l'accès aux droits CAF à 5 ans de résidence, rallongement de 5 à 10 ans du délai de résidence pour demander la naturalisation...) et laisse la « fabrique » des sans-papiers et sans droits ni toits s'emballer. On voit bien que l'obsession du refoulement des migrant·es va de pair avec une fragilisation des droits de tou·tes les étranger·es déjà établi·es sur le sol français.

La FSU s'oppose à cette menace de régressions profondes au sein du collectif unitaire UCIJ2023-Pour une politique migratoire d'accueil et appelle aux manifestations du 3 décembre dans le cadre des 40 ans de la Marche pour l'égalité. Ce combat est à poursuivre sans relâche. En effet, **les questions d'immigration ne font pas partie des préoccupations prioritaires des Français·es, comme en attestent les enquêtes d'opinion récentes, mais elles font clairement partie de la stratégie répugnante et dangereuse du gouvernement pour faire oublier le reste de sa politique en faveur des riches.** Les annonces de Borne sur le logement social (DALO), les hébergements d'urgence et la politique du tout sécuritaire et répressive envers les familles et les jeunes des quartiers populaires convergent avec l'extrême droitisation du débat médiatico-politique et du personnel politique qui l'alimente .

Droits et libertés numériques mais pas seulement

Alors que les lois sécuritaires s'enchaînent (LSG, JO, LOPSI, ...), le journal indépendant Disclose a révélé que la police nationale utilise illégalement depuis 2015 un logiciel israélien de reconnaissance faciale acquis en secret. Plus de cent villes ont équipé leur police municipale avec cette application Briefcam.

Entre la surveillance toujours plus grande que les GAFAM imposent à bas bruit et les formes de gouvernances sécuritaires qui s'installent partout à travers le monde y compris en France, la FSU doit porter une voix singulière dans le syndicalisme et agir avec ses partenaires historiques (LDH, ATTAC,) et nouveaux (QDN, April, ...)

Il est important d'engager au sein de la FSU un travail de fond sur la défense des libertés numériques tant ses conséquences sociales, politiques comme écologiques sont majeures y compris dans l'espace public.

Ecologie

À quelques semaines de l'ouverture de la COP28 de Dubaï, **les dernières études montrent un emballement des températures mondiales en 2023 avec la moyenne la plus haute jamais enregistrée.** Les conséquences en sont déjà terribles en termes d'évènements extrêmes. La responsabilité de la consommation massive des combustibles fossiles dans le réchauffement climatique très rapide est confirmée. Mais les gouvernements se refusent à rompre avec un système productiviste et carboné, pour privilégier les profits espérés à court terme.

Ainsi, l'ONU a publié **une synthèse des feuilles de route climat fournies pour la COP 28 par près de 200 États.** Le résultat est extrêmement inquiétant : même s'ils sont appliqués vraiment dans leur intégralité, ces plans d'action nous mèneront vers **un réchauffement compris entre 2,1 et 2,8 °C à la fin du siècle, c'est à dire à un climat de plus en plus invivable au fur et à mesure du temps qui passe, y compris pour les générations encore en vie actuellement.** Les états occidentaux et les pétromonarchies préfèrent se réfugier derrière la chimère « technosolutionniste », pour éviter de prendre les problèmes à bras le corps et de rompre ainsi avec le productivisme capitaliste !

Au quotidien, les ravages du changement climatique commencent à se constater de plus en plus fortement sur le territoire français. Et l'on voit que les services publics, déjà exsangues en France cependant, en raison des politiques de réduction des effectifs publics menées depuis 2007, restent essentiels pour aider la population à faire face aux catastrophes climatiques qui se multiplient : canicules, incendies, tempêtes, inondations,... **Les métiers et le travail réel de tou·tes les agent·es sont impacté·es par les événements climatiques intenses, mais ils le sont tout particulièrement au sein de la territoriale, de l'administration déconcentrée ou d'agences d'État, qui sont en première ligne pour le travail lié aux catastrophes et leurs suites. La FSU doit mettre cela plus fortement en lumière** pour contrer le discours du gouvernement sur la nécessaire réduction de l'emploi public au nom de l'équilibre budgétaire.

Il faut donc plus que jamais unir les forces sociales et écologistes pour construire un rapport de force à la hauteur, imposer la sortie des énergies fossiles et un changement de modèle de production, des droits nouveaux aux travailleurs·ses et les protections sociales de haut niveau pour assurer la justice sociale. Cela passe par un soutien sans faille aux inculpé·es de Sainte Soline le 28 novembre et une présence massive de la FSU pour exprimer clairement notre opposition à la criminalisation du mouvement social. Le camouflet porté à Darmanin sur les Soulèvements de la Terre doit se concrétiser sur le terrain.

Droits des femmes

A l'échelle internationale, le développement de conflits et de guerre, la montée des régimes autoritaires et d'extrême droite, symptôme d'un masculinisme exacerbé, mettent en péril la vie des femmes, leurs libertés, leurs droits et engendrent de multiples violences à leur égard. En France, la stabilité des statistiques des violences sexistes et sexuelles témoigne du caractère systémique de celles-ci. L'impunité des auteurs reste encore trop souvent la norme et l'accompagnement des victimes insuffisant, du fait de politiques publiques et d'un budget bien trop carens à faire cesser les violences. Les violences

conjugales ont même augmenté de 15% entre 2021 et 2022 pour s'établir à 244 000 victimes. Et ce sont toujours plus d'une centaine de féminicides qui sont commis tous les ans. La Fondation des femmes dans son rapport « Où est l'argent contre les violences faites aux femmes ? » estime qu'il faudrait qu'au moins 2,6 milliards d'euros, soit 0,5 % du budget de l'État soit consacré à la protection des victimes de violences conjugales, sexistes et sexuelles, là où aujourd'hui il n'en consacre que 184,4 millions.

La lutte contre les violences faites aux femmes est un combat quotidien qui nécessite la mobilisation de toutes et de tous. Il nous faut continuer de sensibiliser les personnels sur le sujet, mettre en évidence ces violences, pour les engager dans la lutte contre celles-ci. Le 25 novembre prochain, journée de lutte internationale pour l'éradication des violences à l'égard des femmes, est une étape de mobilisation incontournable pour exiger une loi cadre ainsi qu'un budget de plusieurs milliards d'euros. Elle devra participer à la construction de la grève féministe de mars prochain.

Education

La poursuite des attaques sur le système éducatif dans son ensemble par Attal, encouragé par Macron, nécessite non seulement des actions à l'initiative des SN mais encore la construction de réponses fédérales. **La campagne « Nous faisons l'école » est une première étape, vers la construction d'une mobilisation de toute l'éducation inscrite dans le temps et devant déboucher sur une grève pour une autre politique éducative.**

La lecture orientée et restrictive que fait Attal des évaluations nationales et le questionnaire biaisé sur l'« exigence des savoirs » envoyé aux enseignant·es montrent que le ministre veut aller plus loin et plus vite dans la destruction de l'école commune et dans l'abandon des ambitions pour tous les élèves. Les savoirs qui seront enseignés aux élèves en difficulté ou simplement issus des classes populaires ne seront pas plus « ambitieux » que l'école de Blanquer ne nous faisait « confiance ». La volonté d'imposer des groupes de niveau au collègue est révélatrice : c'est l'école du tri social que le gouvernement veut accentuer.

Cela s'accompagne d'un appauvrissement de l'école, via les manques de postes, qui prennent aussi des proportions inégalées y compris dans le supérieur. Ces attaques communes nécessitent des réponses fédérales. **La question de l'inclusion doit aussi être posée fédéralement après les annonces d'un acte 2 de l'école inclusive par Attal.** Cet acte 2 est un bouleversement total de l'École car il accélère la volonté libérale d'externaliser la prise en charge des difficultés scolaires et d'invisibiliser la question sociale. C'est la fin de l'accès garanti à l'inclusion et le creusement des inégalités entre les familles riches et celles des quartiers populaires.

Réforme de la formation initiale des enseignant·es

L'école du tri social passe aussi par la nouvelle réforme de la formation des enseignant·es annoncée. Le « scénario privilégié » présenté par le ministère comporte de très nombreux flous (et une incertitude même sur l'existence de la réforme) mais une orientation claire : la volonté d'accroître le contrôle de la formation, des formateur·rices et des enseignant·es nouvellement recruté·es. C'est une transformation du métier qui se dessine. Face à cela, la fédération ne peut pas se permettre de s'affaiblir en intervenant en ordre dispersé : nos mandats sur le sujet sont opérants, il faut les faire connaître et les défendre.

AESH : Les annonces de la CNH d'avril 2023 avançaient des mesures dites de revalorisation et reconnaissance des AESH : le passage en CDI après trois ans de CDD ne change rien de substantiel à la précarité financière et n'est pas à la hauteur des annonces ni de l'urgence de l'augmentation des salaires de ces personnels parmi les plus précaires.

La transformation de la mission d'AESH en ARE ne répond pas aux revendications des personnels. Elle combine deux métiers complètement différents et entérine les 35 heures de travail (déjà pratiquées, sous la contrainte, par les AESH qui jonglent avec deux ou trois contrats).

Les PIAL devraient être transformés en PAS (Pôles d'appui à la scolarité) avec une expérimentation dès la rentrée 2024. Macron, dans son discours d'ouverture de la CNH, en a présente ainsi l'esprit : « la possibilité de donner plusieurs enfants à des AESH *et de les faire travailler en plateformes, qu'on continue de développer, qu'on va développer, systématiser* ». Dans ce nouveau système (qui n'a rien à envier à Amazon) les conditions de travail des AESH, utilisées comme variable d'ajustement de l'indigence de la politique d'accompagnement, n'en seraient que plus dégradées : c'est non !

Dans le cadre d'une autre politique de l'école inclusive qui assure les moyens de l'adaptation scolaire, de la présence de personnels spécialisés, seule la création d'un corps de fonctionnaire garantira aux AESH un salaire digne, un temps complet, une reconnaissance de leur professionnalité, une formation et des conditions de travail acceptables.